

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)
LOT n°3 – AMENAGEMENTS PAYSAGERS*****L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France (DRIEAT-IF)
Direction des Routes Île-de-France (DiRIF)

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France par délégation du Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris (arrêté n°IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023).

Objet de la consultation

Réfection de la Tranchée Couverte du Landy sur l'A1 à Saint-Denis – PHASE 2

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 26 septembre 2025 à 12h00 (heure locale de l'adresse du RMO)

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC.....	4
1-1. Objet du marché.....	4
1-2. Descriptif et localisation des travaux.....	4
1-3. Visite sur site.....	6
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	6
2-1. Définition de la procédure.....	6
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	6
2-3. Forme juridique de l'attributaire.....	7
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	8
2-5. Variantes.....	8
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	8
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	8
2-8. Délai d'exécution du marché.....	8
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	8
2-10. Délai de validité des offres.....	9
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	9
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	9
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	9
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	9
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	10
2-16. Clauses sociales et environnementales.....	10
2-17. Clauses environnementales.....	10
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	11
3-1. Documents fournis aux candidats.....	11
3-2. Composition du dossier à remettre par les candidats.....	12
3-3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes.....	17
3-4. Documents à fournir par l'attributaire du marché public.....	17
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	17
4-1. Sélection des candidatures.....	17

4-2. Jugement et classement des offres.....	18
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	19
5-1. Dispositions d'ordre général.....	19
5-2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation.....	21
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	23
ARTICLE 7. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX.....	23

INFORMATION IMPORTANTE SUR LA PRESENCE DE CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Dans le cadre de la modernisation des achats publics d'une part, et dans le cadre général fixé pour répondre à l'objectif d'exemplarité de l'État en matière de développement durable et de responsabilité sociétale de l'État d'autre part, les ministères en charge du développement durable se sont engagés à promouvoir et conduire une politique d'achats durables à laquelle les prestations objet du présent marché devront se conformer.

Le présent marché intègre des clauses sociales qui ont pour objet principal l'insertion professionnelle et le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées. Les clauses sociales concernent la qualité des prestations, les préoccupations humaines et professionnelles ainsi que plus généralement les processus dans lesquels sont réalisées les prestations.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC

1-1. Objet du marché

Les travaux faisant l'objet du présent marché concerne la phase 2 de la réfection de la Tranchée Couverte du Landy sur l'A1 à Saint-Denis.

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

1-2. Descriptif et localisation des travaux

Les réparations prévues se situent au niveau de la tranchée couverte du Landy dans la commune de Saint-Denis, dans les zones suivantes :

1) la zone au-dessus de la tranchée couverte, après la rue de la Montjoie, comprenant du sud au nord les ouvrages concernés suivants :

- le pont Montjoie ;
- le pont des Blés ;
- le pont Amilcar Cabral ;
- la dalle du Landy Sud ;
- le pont (dalle) de Soissons, au croisement de plusieurs routes départementales et d'un pont ferroviaire ;
- les plots 33, 34 et 38

Les travaux consistent :

Traitement des joints de piédroit et des joints transversaux, des ouvrages ci-dessus :

- préparation du support,
- repérage du vide du joint, sciage (des zones de dilatation) de trottoir et de l'enrobé de part et d'autre de l'emplacement du joint ;
- mis à nu du béton de la structure et repiquage ou sablage du support, évacuation des matériaux constitutifs, création de la réservation ;
- sciage des éventuelles tiges d'ancrages de l'ancien joint ;
- préparation et nettoyage de la nouvelle réservation et du vide de dilatation ;
- réalisation de longrines de joint ou adaptation des longrines existantes ;
- côté ouvrage pose de drains et vérification de l'exutoire ;
- ragréage du support (tablier) béton ;
- point d'arrêt réception de la réservation (ou du béton support) ;

- réalisation de joints à Hiatus (joints de chaussée), de joints de parking (ou de trottoirs) et de joints au niveau des parcs (complexe de deux joints waterstop + type SOPREMA),
- point d'arrêt (démontage des bras de pose, mise en place des profilés et peignes, serrage fixation cachetage, nettoyage du chantier) ;
- dépose / pose de marches d'escaliers, de mobiliers urbains,...

Enlèvement des trottoirs, bordures et mobiliers urbains, puis reconstitution

- Pont Montjoie,
- Dalle du Landy Sud,
- Tablier du pont de Soissons,
- Plots 33, 34 et 38,

Réfection de l'étanchéité :

- Pont Montjoie,
- Dalle du Landy Sud,
- Tablier du pont de Soissons,
- Plots 33, 34 et 38,

Dépose des enrobés et mise en œuvre d'un nouvel enrobé

- Pont Montjoie,
- Dalle du Landy Sud, (parking transformé en parc)
- Tablier du pont de Soissons,
- Plots 33, 34 et 38,

Dépose / Reconstitution des terres, végétation :

- Dalle du Landy Sud, (parking transformé en parc)
- Plots 33, 34 et 38,

Démolition et reconstitution, après réfection de l'étanchéité, du renformis en béton au niveau des dalles :

- La dalle du Landy Sud, sous les trottoirs uniquement
- Le tablier (dalle) du pont de Soissons,
- Plots 33, 34 et 38,

Au niveau des issues de secours :

- Reprises de fissures;
- réalisation d'étanchéité en contre-pression.

Exploitation

- protection des différents franchissements (chaussée+trottoirs) par des dispositifs réglementaires,
- signalisation de chantier y compris la mise en place de toutes les mesures de dispositifs d'exploitation, et de protections des travaux le long des voies circulées,
- fourniture, pose, entretien et dépose des panneaux et des SMV nécessaires à la fermeture du réseau communal (Ville de Saint-Denis) sur les ouvrages suivants :
 - le pont Monjoie ;
 - le pont des Blés ;
 - le pont Amilcar Cabral ;
 - la dalle du Landy Sud ;
- fourniture, pose, entretien et dépose du dispositif de balisage permettant la neutralisation d'une voie sur le réseau départemental :
 - Pont de Soissons ;
 - Plots 33, 34 et 38,
- fourniture, pose, entretien et dépose des panneaux d'information.

L'exploitation sous chantier sera complexe pour les ouvrages situés dans la zone du Pont

de Soissons qui voit se croiser plusieurs routes départementales, ainsi qu'un pont ferroviaire.

2) dans le tunnel, de jour ou de nuit, sous fermeture de la circulation

Les travaux sont les suivants :

- Réparation de la poutre à l'entrée du tunnel,
- Dépose puis remplacement de plaques anti-feu dans le tunnel,
- Curage de l'assainissement,
- Remplacement de certains regards du tunnel.

1-3. Visite sur site

Le candidat à la possibilité d'examiner les lieux du chantier avant la remise de son offre et connaître ainsi les conditions existantes dans lesquelles il doit travailler.

En cours de consultation, les candidats seront avertis via la plateforme PLACE, de la tenue d'une visite sur site organisée par le maître d'ouvrage. Pour participer à la visite du site (article 1.3), le candidat devra informer le maître d'ouvrage de sa présence lors de cette visite. Cette demande devra être formulée via la plateforme PLACE.

Il ne sera pas remis de récépissé après la visite sur site.

Un compte-rendu de la visite sera par la suite diffusé via PLACE, celui-ci précisera les modalités de la visite ayant eu lieu (lieu, date et heure, durée, conditions climatiques, photographies...) et retranscrira les questions posées et les réponses apportées oralement lors de cette visite.

Les candidats seront informés des modalités de la visite via la plateforme PLACE (article 6 du présent RC).

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Les travaux sont décomposés en trois lots désignés ci-après qui sont traités par marchés à lots séparés :

Le lot n°1 « Ouvrages d'art » concerne la réfection d'étanchéités et de joints de plusieurs ouvrages de la couverture ainsi que quelques travaux de réparation dans le tunnel.

Le lot n° 2 « Voirie Signalisation » concerne la dépose de bordures ou de mobiliers urbains et la démolition de trottoirs et enrobés, préalables aux travaux du lot n°1, ainsi que la reconstitution des aménagements urbains.

Le lot n°3 « Aménagements paysagers » concerne les travaux d'aménagement visant à transformer le parking du Landy en parc et de reconstitutions de l'espace végétalisé situé au nord

de la rue du Landy (sur les plots n°33, 34 et 38)

Le présent document concerne le lot n°3 « Aménagement Paysager. »

Les marchés comportent une tranche ferme et, suivant les lots, au maximum 2 tranche(s) optionnelle(s) désignées ci-après :

Désignation des tranches	
Tranche ferme	Ouvrages Montjoie, Cabral, des Bles, parking du Landy.
Tranche optionnelle 1	Ouvrage de Soissons, Plot 33, 34 et 38
Tranche optionnelle 2	Issues de secours, travaux en tunnel

L'opération de travaux est allotie, les prestations portent sur 3 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot OA	Ouvrages d'art
Lot VS	Voirie Signalisation
Lot AP	Aménagements paysagers

Les travaux sont répartis par tranches comme suit :

	Tranche pour chaque lot		
Lot OA	Ferme	Optionnelle 1	Optionnelle 2
Lot VS	Ferme	Optionnelle	
Lot AP	Ferme	Optionnelle	

Il n'est prévu ni indemnité de dédit, ni d'attente ni rabais sur les tranches optionnelles.

2-3. Forme juridique de l'attributaire

Chaque marché passé par lots séparés sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

Sous-traitance

En cas de recours à la sous-traitance, le candidat joint le formulaire DC 4 (téléchargeable sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics>) signé à la fois par le sous-traitant et par lui.

Le sous-traitant fournit les renseignements énumérés à l'article 1-3.2 du CCAP.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-6. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2-7. Exigences minimales de la négociation

Sans objet.

2-8. Délai d'exécution du marché

Les délais des périodes de préparation sont fixés suit :

Tranche	Délai
Ferme	3 mois
Optionnelle	3 mois

Les délais d'exécution des travaux sont fixés comme suit :

Tranche	Délai
Ferme	10 mois
Optionnelle	12 mois

Les prestations ou ensemble de prestations faisant l'objet de délais distincts sont fixés dans l'acte d'engagement.

2-9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 6 mois; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Le RMO pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, différent de ceux proposés dans le CCTP, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières la clause suivante :

“Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau·x et fourniture·s ci-après, mis en œuvre sur sa proposition : _____

pendant le délai de ____ ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau·x et fourniture·s ne serait pas satisfaisante, à le·s remplacer à ses frais sur simple demande du maître d'ouvrage, par le·s matériau·x et fourniture·s suivant·s :

Cette garantie particulière couvre les dommages qui n'engagent pas la présomption de responsabilité décennale des entreprises.”

2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonateur SPS et les intervenants ;

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet.

2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

L'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté.

Stipulations particulières concernant la propreté des travaux en site urbain :

- Nettoyage des engins avant la sortie du chantier sur les voies publiques ;
- Nettoyage des voies publiques dans un rayon de 200 m autour du chantier, si nécessaire.

2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-16. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

« En application de l'article L 2112-2 du code de la commande publique, le marché comporte une clause sociale d'insertion obligatoire.

A ce titre, le titulaire s'engage à réserver des heures de travail au bénéfice de personnes qui rencontrent des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

Le CCAP précise quels sont les publics éligibles au dispositif, les différentes modalités de mise en œuvre et de contrôle de son exécution, les pénalités applicables en cas de non-respect de ses obligations par l'entreprise.

Il est prévu un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion.

Ce dispositif est identifié à l'article 11. du CCAP »

2-17. Clauses environnementales

S'agissant de la clause environnementale

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

Lot	Conditions d'exécution
AP	Le candidat met en place un SOPRE comprenant entre autres une procédure de gestion des déchets qui trace les déchets produits sur le site de travaux. Il veille et donne les éléments qui démontrent son souci du respect de l'environnement. Dans son SOGED, le candidat décline les dispositions qu'il compte mettre en œuvre dans cet esprit. Il annonce notamment la procédure qu'il compte mettre en place pour s'assurer du bon fléchage des déchets, sa contribution au quotidien au développement durable dans ses procédures etc... Les bons de décharge sont remis au maître d'œuvre.

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante <http://www.marches-publics.gouv.fr> – sous la référence : DRIEAT-DIRIF-AOO-25-045.

Le candidat est invité à s'inscrire sur la plateforme afin d'être destinataire des éventuels avertissements de modification de la consultation. Il vérifiera le paramétrage de sa messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plateforme. Il renseigne ses coordonnées et courriel sur PLACE afin d'être informé des questions formulées au cours de la consultation et des réponses apportées par l'acheteur, ainsi que de toute modification du dossier de consultation, le cas échéant. Un candidat ne peut opposer à l'acheteur ou à un tiers l'ineffectivité ou le caractère générique du courriel choisi afin d'accéder à la consultation pour contester le défaut de notification d'une information publiée dans le cadre de la consultation.

Les candidatures et les offres des candidats, ainsi que les documents de présentation associés, seront entièrement rédigés en langue française.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s). La signature apposée sur ce document est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions du présent document pour les offres électroniques.

Toutefois, l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera exigée au stade de l'attribution.

3-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

Pièces pour chaque lot

- Bordereau 0 :
 - 0.1 Le présent règlement (RC) et en annexe le cadre du SOPAQ à compléter ;
- Bordereau 1 :
 - 1.1 L'Acte d'Engagement, à compléter, dater et signer ;
 - 1.3 Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
 - 1.4 Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF), à compléter ;
 - 1.5 Le Détail Estimatif (DE), à compléter ;

Pièces communes à tous les lots

- Bordereau 1 :
 - 1.2 Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et une annexe ;
 - 1.6 Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ; *Ce document sera fourni en cours de consultation*
 - 1.7 Convention base-vie

- Bordereau 2 :
 - 2.1 Les plans des ouvrages et des travaux ;
 - 2.2 Dossier APROA et notice exploitation sous chantier
 - 2.3 Les déclarations de travaux effectuées auprès du téléservice du guichet unique et les réponses des exploitants ;
 - 2.4 Les analyses amiante et plomb. *Analyses complétée en cours de consultation*

3-2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par chaque candidat **concernant le lot** pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier : les pièces relatives à la candidature

Les candidats ont la possibilité de déposer leur dossier de candidature en utilisant :

- soit le Document Unique de Marché Européen électronique (eDUME), disponible depuis le service exposé de PLACE ou à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

En cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement d'entreprises, il est fourni un eDUME pour chaque cotraitant.

- soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement d'entreprises, il est fourni un seul formulaire DC1 mentionnant l'ensemble des cotraitants, et un formulaire DC2 pour chaque cotraitant.

Recours aux capacités d'autres opérateurs économiques :

Conformément à l'article R.2142-3 du Code de la commande publique, le candidat peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs. Dans cette hypothèse, le candidat justifie des capacités de ce ou ces opérateur(s) économique(s) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Sous-traitance :

Conformément aux articles L.2193-2 à L.2193-6 du Code de la commande publique, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre.

Le candidat fournit à l'acheteur une déclaration (formulaire DC4 disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) mentionnant notamment :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;

d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;

e) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Pour satisfaire aux obligations susmentionnées, le candidat qui envisage, dès le dépôt de son offre, de sous-traiter une partie de sa prestation, complètera utilement la déclaration de sous-traitance et joindra, pour chaque sous-traitant, l'ensemble des documents, attestations et renseignements réclamés aux candidats, tels que figurant au présent règlement de la consultation.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Il est toutefois précisé que l'appréciation des capacités d'un opérateur économique et de son/ses sous-traitant(s) est globale. Ainsi, il n'est pas exigé que chaque opérateur économique dispose de la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

Candidature formulée au moyen des formulaires DC1 et DC2 :

En cas de candidature formulée au moyen des formulaires DC1 et DC2, les candidats transmettent :

➔ les justifications relatives à la capacité juridique du candidat :

- le formulaire DC1 dûment complété ;
- le pouvoir du signataire de l'acte d'engagement pour engager l'entreprise (établi par tout moyen, notamment via la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE et/ou des délégations internes à l'entreprise) ;
- une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

➔ les justifications relatives à la capacité économique et financière du candidat :

- le formulaire DC2 dûment complété, notamment la déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique ;

➔ les justifications relatives à la capacité technique et professionnelle du candidat :

- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même

nature que celle du marché ;

- Les certificats de qualifications professionnelles suivants :

LOT AMENAGEMENTS PAYSAGERS – Qualifications QUALIPAYSAGE ou équivalent

➔ Aménagements Paysagers – Spécialisé

- Le candidat fournira avec son offre les certificats de conformité aux normes et marques de qualité concernant les produits cités dans le CCTP du présent marché. La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Les candidats qui ne disposent pas des renseignements demandés ci-dessus (par exemple les sociétés nouvellement créées), peuvent apporter des moyens de preuve équivalents de leurs capacités.

Capacités techniques :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). Dans cette hypothèse, le candidat apporte les justifications des capacités du ou des opérateurs économiques en cause et produit un engagement écrit de ce ou ces derniers justifiant qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

dans un autre sous dossier : les pièces relatives à l'offre

- **l'acte d'engagement (AE)** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer électroniquement conformément à l'article 5.1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5.2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- **Le détail estimatif (DE) cadre joint à compléter pour les tranches TF et TO**

Le détail estimatif présenté sera considéré comme contractuel à la signature de l'Acte d'Engagement.

- **Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) pour les tranches TF et TO**
- **Une Décomposition Du/Des Prix Forfaitaire(s), pour chaque tranche :**

LOT AMENAGEMENTS PAYSAGERS	
Tranche Ferme	<ul style="list-style-type: none"> ○ 1.1 « Installations de chantier » ○ 1.2 « Études et méthodes d'exécution »
Tranche Optionnelle	<ul style="list-style-type: none"> ○ 1.1 « Installations de chantier » ○ 1.2 « Études et méthodes d'exécution »

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée de manière détaillée comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant, limité aux déboursés ou frais directs; il sera, en outre, précisé quel est, pour les prix d'unité en question, le pourcentage des frais généraux et impôts et taxes autres que la TVA, ainsi que la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

Les décompositions du/des prix forfaitaire(s) présentés seront considérés comme contractuels à la signature de l'Acte d'Engagement.

- **Un Sous-Détail Du/Des Prix Unitaire(s) pour chaque tranche :**

LOT AMENAGEMENTS PAYSAGERS	
Tranche Ferme	<ul style="list-style-type: none"> ○ 2.3 « Mise en place couche drainante 10cm » ○ 2.5 « Fourniture et mise en oeuvre terre allégée ép. moy. 125 cm » ○ 2.6 « Fourniture et plantation arbustes 80/100 3u/m² » ○ 2.13 « Fourniture et mise en oeuvre de clôture métallique 1m yc. Scellement » ○ 2.17 « Système d'arrosage automatique »
Tranche Optionnelle	<ul style="list-style-type: none"> ○ 3.1 « Transplantation arbres » ○ 3.4 « Fourniture et mise en œuvre terre allégée ép. Moy. 75 cm » ○ 3.6 « Fourniture et plantation vivaces 9u/m² » ○ 3.10 « Fourniture et mise en œuvre de maçonnerie béton (muret-banc) »

	○ 3.12 « Dépose terre »
--	-------------------------

Tout sous-détail d'un prix unitaire demandé ci-dessus donnera le contenu du prix en distinguant :

- Les déboursés ou frais directs ;
- Les frais généraux, impôts et taxes autres que la TVA exprimés par des pourcentages des déboursés définis ci-dessus ;
- La marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

Les sous-détail de prix présentés seront considérés comme contractuels à la signature de l'Acte d'Engagement.

— Un mémoire justificatif et explicatif comportant le/s document/s suivant/s :

- **Le Mémoire Technique (MT) :**

Ce document contractuel comportera toutes les justifications et explications que l'entrepreneur jugera utiles. Il traitera des principales dispositions prévues par l'entreprise pour l'exécution des travaux des deux tranches, notamment sur les points suivants :

LOT AMENAGEMENTS PAYSAGERS

- DOC 1 : Le candidat fournira les moyens prévus par l'entreprise au regard des contraintes du chantier, ainsi qu'un planning prévisionnel détaillé ; Il apportera des précisions sur ses besoins au niveau de la base-vie (stockage, adaptation aux différentes phases...)
- DOC 2 : Le candidat indiquera l'organisation mise en œuvre, les produits, les accès et les moyens affectés par zone pour réaliser la dépose des éléments paysagers existants puis la réalisation des nouveaux aménagements. (maçonnerie, terre, arrosage, plantations, éléments urbains...) Des précisions seront apportées par rapport au respect des charges admissibles par les ouvrages, des contraintes d'exploitation, et à la protection des nouvelles étanchéités et joints. Enfin le candidat expliquera comment il compte organiser les interfaces avec les autres lots.
- DOC 3 : Le candidat indiquera l'organisation mise en œuvre, les produits, les accès et les moyens nécessaires pour réaliser le suivi des plantations à la fin des travaux principaux.

3-3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-4. Documents à fournir par l'attributaire du marché public

Si l'attributaire pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-14 du Code de la commande publique, sa candidature sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, les documents demandés seront les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, sollicitées par l'acheteur au moyen du formulaire NOTI1 (information au candidat retenu), disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ces pièces seront transmises à l'acheteur dans le délai fixé à la rubrique E du formulaire NOTI1.

Si l'attributaire du marché public n'a pas signé l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre, le(s) représentant(s) habilité(s) de l'attributaire devra(ont) signer ce document au moment de l'attribution. La signature apposée est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions de l'article 5-2 du présent règlement de la consultation.

Pour l'application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du Travail sera remise par l'attributaire avant la notification du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

S'il n'emploie pas de travailleurs étrangers, l'attributaire fournit une attestation sur l'honneur en ce sens.

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Le maître d'ouvrage commencera par examiner les offres, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures et listés à l'article 3-2 ci-avant, les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2143-6 à R.2143-14 et R.2144-1 à R.2144-9 du Code de la commande publique sont éliminées par l'acheteur.

4-2. Jugement et classement des offres

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par l'acheteur.

Critère d'attribution	Pondération
Le prix au regard du détail estimatif fourni par le pouvoir adjudicateur et renseigné par le candidat ;	70,00%
La valeur technique des prestations, appréciée au vu du contenu des éléments techniques (Mémoire technique, SOPAQ, SOPRE);	30,00%

Ces critères porteront sur l'ensemble des tranches.

Les lettres de rejet des offres non retenues au terme de l'analyse seront envoyées aux candidats par voie électronique (via la plateforme de dématérialisation) à l'adresse de courriel qu'ils auront indiquée dans l'acte d'engagement. Les candidats vérifient à cet égard le paramétrage de leur messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plateforme.

A) Appréciation du critère « prix »

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

Après vérification de la cohérence des prix entre le BPUF et le DE, le critère prix sera noté comme suit :

La formule hyperbolique est utilisée

$$\text{Note de l'offre} = 70 \times \frac{(\text{offre mini})}{(\text{offre})}$$

Étant précisé que :

- « offre » est le montant de l'offre du candidat (total HT du DE) ;
- « offre mini » est le montant de l'offre la moins disante ;
- la note sera comprise entre 0 et 70 ;
- l'offre du moins disant aura la note maximale ;

B) Appréciation du critère « valeur technique »

LOT AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS

Le critère « valeur technique » est noté sur 30 points qui sont attribués de la manière suivante :

- Sous-critère 1: Organisation générale (moyen et délais)

11 points

La suffisance des moyens prévus par l'entreprise au regard des contraintes du chantier, ainsi que les garanties apportées en termes de respect des délais. L'optimisation des délais de réalisation des travaux sous fermes. Il sera étudié la cohérence entre le planning optimisé et la description des différentes phases chantier ; (DOC 1)

- Sous-critère 2: Travaux paysagers (dépose, reconstitution parcs)	15 points
La qualité de l'organisation et l'adéquation des moyens proposés par l'entreprise afin de réaliser la dépose des éléments paysagers puis la reconstitution des parcs, en particulier une description et un phasage précis des travaux par ouvrage, les moyens, les cadences et les effectifs prévus par tâche (transplantation d'arbre, démolition de maçonnerie, amenée de terre végétale, plantations, arrosage, clôture...), ainsi que la gestion des interfaces avec les autres lots, notamment la protection de l'étanchéité et des réseaux ; (DOC 2)	
- Sous-critère 3: Suivi des plantations	4 points
La qualité de l'organisation et l'adéquation des moyens proposés par l'entreprise afin de réaliser le suivi des plantations à l'issue des travaux principaux (périodes de plantation, suivi des pousses...), en particulier une description et un phasage précis des différentes tâches et leurs éventuelles contraintes d'exploitation, les moyens, les cadences et les effectifs prévus ; (DOC 3)	

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

5-1. Dispositions d'ordre général

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

En application de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, la remise des offres se fera exclusivement via la plateforme des achats de l'État – PLACE - (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) qui répond aux exigences fixées par les arrêtés du 22 mars 2019 relatifs aux exigences minimales des moyens de communication électroniques dans la commande publique et aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs.

Toute offre remise sur support "*papier*" ou sur support physique électronique externe, à l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique, sera considérée comme irrégulière et traitée dans les conditions fixées aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Traitement de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique peut être remise sur support papier, support physique électronique, ou par voie électronique.

1^{er} cas : remise de la copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique :

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "*copie de sauvegarde*". Elle doit parvenir avant la date et l'heure limites de remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation, à l'adresse suivante :

DRIEAT-IF / SG / DCPPA

21-23 Rue Miollis
75015 PARIS

Offre pour : « Réfection de la Tranchée Couverte du Landy
sur l'A1 à Saint-Denis – PHASE 2
Lot AP »

COPIE DE SAUVEGARDE

Nom du candidat ou du mandataire du groupement :

« NE PAS OUVRIR »

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés **du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
2. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais, ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.
3. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

2^{ème} cas : remise de la copie de sauvegarde par voie électronique :

La copie de sauvegarde doit parvenir à l'acheteur avant la date et l'heure limites de remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation. Le candidat dépose ou envoie sa copie de sauvegarde sur/par l'outil de son choix, à la condition que ce dernier respecte les exigences définies à l'annexe 8 du Code de la commande publique.

Par le biais d'un accusé réception, cet outil doit informer l'acheteur de la mise à disposition de la copie de sauvegarde et lui indiquer les modalités de récupération.

Les services existants permettant la remise de la copie de sauvegarde par voie électronique sont les suivants :

- La lettre recommandée électronique :

- o Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : [liste-produits-et-services-qualifies.pdf \(ssi.gouv.fr\)](https://ssi.gouv.fr/liste-produits-et-services-qualifies.pdf) ;
- o Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : [eIDAS Dashboard \(europa.eu\)](https://eIDAS-Dashboard.europa.eu) ;
- Tous les autres services permettant l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du Code de la commande publique.

Nota : les services permettant la remise d'une copie de sauvegarde par voie électronique pouvant nécessiter des modalités d'inscription longues, il est recommandé aux opérateurs économiques d'anticiper le dépôt de la copie de sauvegarde en procédant aux modalités d'inscription et d'identification sur la solution technique envisagée.

5-2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation

Lors de la première utilisation de la plateforme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique sera effectuée sur la plateforme de dématérialisation sous la référence : DRIEAT-DIRIF-SGPR-AOO-25-045.

En outre, cette transmission sera effectuée selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement de la consultation ;
- La durée de la transmission de l'offre étant fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, le candidat est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient transmis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format « zip ». Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- L'arrêté du 22 mars 2019 fixe les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions suivantes :

- **Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.**

➤ 1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue »

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification, française ou étrangère, mentionnée dans l'une des listes de confiance décrites dans les références suivantes :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>
- <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

- 2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plate-forme de dématérialisation PLACE accepte tout certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences requises par le règlement eIDAS du 23 juillet 2014.

Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique, en particulier tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS), sont toujours valables et demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de Certification, la politique de certification...
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site Internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Le candidat peut utiliser l'outil de signature de son choix :

- Soit le candidat utilise l'outil de signature de la plateforme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

- Soit le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, auquel cas il doit respecter les deux obligations suivantes :
 - 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;
 - 2) Permettre la vérification de la signature et de l'intégrité du document conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté susmentionné, en transmettant les éléments nécessaires pour y procéder, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature, en fournissant notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice

d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;

- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site, etc.).

RAPPEL GÉNÉRAL

Un « zip » signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats devront utiliser exclusivement les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), sous la référence : DRIEAT-DIRIF-AOO-24-046. Ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plateforme.

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et/ou technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leurs demandes au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée en temps utiles à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont compétents.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Paris, dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS Cedex 04

Téléphone : 01.44.59.44.00

Télécopieur : 01.44.59.46.46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Adresse internet (URL) : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

ANNEXE N°1 AU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**SCHÉMA ORGANISATIONNEL
DU
PLAN d'ASSURANCE QUALITÉ
(S.O.P.A.Q.)**

ENTREPRISE :

ADRESSE :

Référence du Marché :

Date :

P R E A M B U L E

Le Plan d'Assurance Qualité définit les dispositions générales adoptées par l'entreprise pour le chantier "Réfection de la Tranchée Couverte du Landy sur l'A1 à Saint-Denis – PHASE 2"

Les rubriques suivantes devront impérativement faire l'objet de réponses précises ou d'engagements de la part des candidats, éventuellement co-signés par les fournisseurs ou producteurs concernés.

L'ensemble des réponses apportées à chacune des rubriques constituera le Schéma Organisationnel du Plan Assurance Qualité (SOPAQ). Ce document devient contractuel à la signature du marché.

Ces réponses, indispensables au choix du mieux-disant, seront examinées de manière rigoureuse pour l'application du critère de jugement « Valeur Technique » prévue par l'article 4 du Règlement de Consultation.

1. PRÉSENTATION DU TITULAIRE, ENGAGEMENT DE L'ENTREPRISE À DÉVELOPPER UNE DÉMARCHE QUALITÉ

Rappel de l'objet du marché, la désignation du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre, du coordonnateur SPS ;

Identification de l'entreprise ou du groupement d'entreprise (raison sociale, adresse) ;

Désignation du mandataire ;

Déclaration d'engagement du titulaire à mettre en œuvre l'organisation et les moyens pour respecter les engagements contractuels du marché, objet de la consultation et développer une démarche qualité.

2. ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER

Organisation des études d'exécution ;
Plan des installations de chantier ;

Zones prévues pour le stockage de matériaux et pour l'implantation d'éventuelles centrales ;

Synthèse des tâches à effectuer, coordination des différents intervenants ;

Toute information nécessaire à l'appréciation de l'offre (mouvement des terres prévisionnel, cadences envisagées, ...).

3. MOYENS AFFECTÉS AU CHANTIER

Moyens humains mis à disposition du chantier, organigramme chantier ;

Moyens matériels mis à disposition du chantier ;

Tâches sous-traitées, identification et assurance qualité des sous-traitants.

4. PRINCIPALES FOURNITURES

Informations concernant les principales fournitures du chantier (provenance, fournisseur, fiche produit, ...) ;

Engagement qualité vis-à-vis des fournisseurs ;

Engagement qualité vis-à-vis des produits.

5. MESURES d'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ

Dispositif de sécurité selon les tâches à réaliser ;

Mesures d'hygiène et de prévention envisagées sur le chantier ;

Dispositions envisagées quant aux accès et aux installations de chantier.

6. DOCUMENTS DE SUIVI DE LA QUALITÉ

Modalités et procédures d'exécution des principales tâches à réaliser ;

Gestion du PAQ et cadres des documents de suivi (fiches de contrôle, non conformité, demande d'agrément, d'adaptation) ;

Identification des points critiques et des points d'arrêt ;

Organisation des contrôles.

NB :

Une attention particulière sera portée sur le respect, par le candidat, de la structure de SOPAQ proposée ci-dessus ainsi que sur la clarté des informations y figurant.

ANNEXE N°2 AU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SCHÉMA ORGANISATIONNEL DU PLAN DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT (S.O.P.R.E.)

CADRE TYPE

ENTREPRISE :

ADRESSE :

Référence du Marché :

Date :

1. DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX ET DU CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

2. ORGANISATION QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE

Nom du responsable environnement ;
Organigramme.

3. PROTECTION CONTRE LA POLLUTION DES EAUX

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

4. PROTECTION CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

5. PROTECTION DU MILIEU NATUREL (FAUNE, FLORE)

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

6. PROTECTION CONTRE LES AUTRES NUISANCES (BRUIT, VIBRATIONS, ...)

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

7. TRAITEMENT DES DÉCHETS DE CHANTIER

Mode opératoire par catégorie de déchets ;
Lieux de stockage, de valorisation ou d'évacuation envisagés.

8. PROPRETÉ DES VOIES UTILISÉES DANS LE CADRE DU CHANTIER

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

NB :

Une attention particulière sera portée sur le respect, par le candidat, de la structure de SOPRE proposée ci-dessus ainsi que sur la clarté des informations y figurant.